

Partis politiques en campagne

La préparation des élections au *Bundestag*

Gérard Foussier*



Traditionnellement, les formations politiques définissent, quelques mois avant le scrutin, la politique qu'ils entendent défendre au cas où elles participeraient à une coalition gouvernementale. Ces promesses sont la plupart du temps relativisées par les négociations entre partenaires au lendemain des élections.

Wahlprogramme

Traditionsgemäß haben die politischen Formationen im Rahmen von Parteitag ihr jeweiliges Programm angenommen – was nicht ausschließt, dass die für den Wahlkampf formulierten Vorstellungen nach den Wahlen in den Verhandlungsgesprächen mit möglichen Koalitionspartnern relativiert werden. Red.

Nouveau venu sur l'échiquier politique, le parti *Alternative für Deutschland* (AfD), réunissant des personnalités hostiles à l'euro, a été le premier (le même jour que le SPD) à organiser son congrès, le 14 avril à Berlin, en présence de 1 500 adhérents. Les eurosceptiques militent pour « *une dissolution ordonnée de la zone euro* ». Les autres formations politiques, qui s'engagent à soutenir la monnaie européenne, ont condamné ce projet et fait part de leurs craintes d'un score au-delà de 5 % qui pourrait bouleverser la donne au soir du 22 septembre, sans pour autant apporter de nouvelle solution pour la formation d'une nouvelle coalition.

A Augsburg le 14 avril, le candidat du SPD, Peer Steinbrück, a précisé à quelque 600 délégués sociaux-démocrates les raisons de sa candidature face à la chancelière sortante, à laquelle il reproche d'avoir divisé le marché du travail. Il considère que la coalition sortante n'a pas su combler le fossé entre pauvres et riches. Le SPD préconise un salaire horaire minimum de 8,50 euros et des

augmentations d'impôts en faveur de dépenses plus élevées dans la formation. Peer Steinbrück dénonce un « *capitalisme débridé* » toléré par la coalition chrétienne-libérale et souhaite mettre le bien-être de tous avant le profit de quelques-uns en contribuant à une « *renaissance de l'économie libre de marché* ». Le président du SPD, Sigmar Gabriel, a réitéré la volonté de son parti de succéder aux chrétiens-démocrates à la tête d'une coalition avec les Verts. La présidente du parti des écologistes, Claudia Roth, assistait d'ailleurs au congrès. Face à des sondages peu encourageants pour le SPD et qui ne favorisent pas la formation d'une coalition rouge-verte, Peer Steinbrück a rappelé qu'il n'était pas disposé à gouverner avec les chrétiens-démocrates (comme cela avait été le cas de 2005 à 2009) et souligné que son parti avait réussi à battre quatre ministres-présidents CDU lors des dernières élections régionales.

Chez les Verts, le congrès du 27 avril à Berlin a confirmé, en présence pour la première fois du président du SPD, les intentions du parti social-démocrate de parvenir le 22 septembre à une coalition rouge-verte et de refuser toute négociation avec la CDU. Les Verts ont adopté un programme qui prévoit une augmentation de 1,5 % des impôts pendant dix ans pour tous ceux qui gagnent plus d'un million d'euros, afin de réduire la dette de l'État. Après avoir constaté que « *1 % de la population dispose d'un tiers de la fortune privée en Allemagne* », les Verts ont choisi de faire passer le taux maximum des impôts de 42 à 49 %, à par-

* Gérard Foussier est rédacteur en chef de *Dokumente/Documents* et président du Bureau International de Liaison et de Documentation (B.I.L.D.).



tir d'un salaire annuel de 80 000 euros, tout en allégeant les contributions fiscales des petits salaires.

Le parti libéral **FDP** a adopté son programme de gouvernement au cours d'un congrès extraordinaire le 4 mai à Nuremberg. Les 600 délégués ont souligné leur ferme volonté de réduire les dettes et les impôts et approuvé dans leur majorité leur intention de poursuivre leur coalition avec la CDU d'Angela Merkel.

Le congrès du parti de gauche, *Die Linke*, s'est tenu à Dresde le 14 juin. La nouvelle gauche exige une taxation maximale de 53 % et veut augmenter les impôts sur les héritages et les grandes fortunes, afin de pouvoir proposer des retraites plus élevées, fixées à un minimum de 1 050 euros par mois.

Sur ce point, la **CDU**, qui tient à poursuivre elle aussi sa coalition avec les libéraux du FDP, n'envisage aucune alternative. Dernière formation à tenir son congrès avant les élections, le parti chrétien-démocrate a présenté le 23 juin à Berlin les grandes lignes de son programme : consolider le budget, améliorer la politique familiale, investir dans les infrastructures et dans la formation, freiner l'augmentation du prix des loyers, aménager un salaire minimum par branche. Les critiques sont venues de toutes parts : le SPD a accusé la CDU de reprendre ses idées sans préciser le mode de financement de ces mesures ; les Verts ont estimé qu'il s'agit d'un « mensonge électoral » tant que des augmentations d'impôts sont exclues ; et le partenaire FDP a reproché aux chrétiens-démocrates d'avoir cédé à la tentation des dépenses. Même le conseil économique de la CDU a fait preuve de prudence et refusé toute augmentation des prestations sociales, il s'est contenté de rappeler que de telles annonces sont le lot des campagnes électorales en Allemagne : les partis politiques proposent avant, ils disposent après, lorsqu'ils sont à la table des négociations pour formuler leur programme de gouvernement.

Quel est le meilleur candidat ?

Les enquêtes d'opinion montrent que les électeurs s'intéressent moins aux programmes des partis qu'aux candidats. Depuis de longs mois, elles donnent Angela Merkel favorite pour la constitution de la prochaine coalition. Le candidat du SPD, Peer Steinbrück, a débuté sa campagne sur des « couacs » trop médiatiques pour embellir sa popularité : la presse a dénoncé les honoraires perçus après son départ du ministère de l'économie en 2009 ; le candidat a aggravé son cas en justifiant mal les montants très élevés ; il a fait piètre figure en se contredisant publiquement (notamment à propos de l'Agenda 2010 que le SPD souhaiterait ne plus trop mettre en exergue) ; il a ouvertement critiqué le président du SPD pour son soutien peu convaincant dans la campagne ; et à défaut de vraies critiques envers la chancelière, il n'a pratiquement rien trouvé de mieux que de lui reprocher d'avoir revêtu les habits de la social-démocratie.

Pendant ce temps, Angela Merkel a fait fi de toutes les critiques, jouant surtout sur les succès économiques tout en rendant hommage à son prédécesseur social-démocrate, Gerhard Schröder, pour son courageux Agenda. On ne compte plus, en Allemagne comme à l'étranger, les ouvrages consacrés à la chancelière, à son parcours de physicienne est-allemande, à ses premiers pas timides mais résolus dans la politique au lendemain de la chute du Mur (encore en RDA) et au sein du gouvernement de Helmut Kohl, à ses convictions conservatrices qui n'excluent pas son esprit d'ouverture, à sa détermination sans faille face aux grands de ce monde : aussi bien Tayyip Erdogan que Vladimir Poutine, sans oublier Barack Obama ou François Hollande, tous ont eu droit aux piques subtiles de la chancelière, formulées à chaque fois sur un ton ferme, mais avec le sourire.